

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 51.798/2/V
DU 5 SEPTEMBRE 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Coopération au développement, le 23 juillet 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 15 septembre 2012 ^(*), sur un avant-projet de loi « relatif à la Coopération belge au Développement », a donné l'avis suivant :

^(*) Par courriel du 26 juillet 2012

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

L'avant-projet de loi à l'examen tend à remplacer la loi du 25 mai 1999 'relative à la coopération internationale belge'.

Il s'inspire assez largement d'un précédent avant-projet de loi, sur lequel la section de législation du Conseil d'État a donné le 18 janvier 2010 l'avis 47.545/4 ¹.

Aussi, les observations faites ci-après reprennent dans une large mesure, *mutatis mutandis*, bon nombre des observations contenues dans l'avis précité.

I. Lorsqu'elle fut saisie de l'avant-projet qui, ultérieurement, a débouché sur l'adoption de la loi du 25 mai 1999 précitée, la section de législation du Conseil d'État a, dans l'avis 27.457/4 donné le 30 mars 1998 estimé que cet avant-projet se heurtait à de sérieuses objections, d'ordre constitutionnel et budgétaire ²⁻³.

Plusieurs objections analogues peuvent être opposées au présent avant-projet de loi :

1. Dans l'observation I, 1, de l'avis 27.457/4 précité, la section de législation a relevé ce qui suit :

« Les accords de coopération au développement relèvent de la catégorie des accords de coopération, lesquels peuvent être qualifiés de véritables traités internationaux. Ils en présentent, en effet, les caractéristiques : d'une part, les formalités qui entourent leur conclusion ne laissent aucun doute quant à la volonté de leurs auteurs de les considérer comme des traités internationaux ; d'autre part, ces accords ont un contenu obligatoire - en s'efforçant de coopérer, les parties assument

¹ Avis 47.545/4 donné le 18 janvier 2010 sur un avant-projet de loi 'relatif à la coopération au développement belge' (*Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, n° 2581/1, pp. 41 à 46). Le projet de loi déposé par la suite n'a pas été adopté, les Chambres ayant été dissoutes entre-temps.

² *Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1791/1, pp. 31 à 36.

³ Voir dans le même sens l'avis 41.046/1/V donné le 25 juillet 2006 sur l'avant-projet devenu le 22 juin 2007 le 'kaderdecreet inzake ontwikkelingssamenwerking' (*Doc. parl.*, Parl. fl., 2006-2007, n° 1033/1, pp. 27-33).

une ‘obligation de comportement’ - et déterminable, la détermination dépendant dans une large mesure de la conclusion d’arrangements particuliers qui complètent et assurent l’exécution de la convention générale de coopération ⁴.

En interdisant la conclusion d’accords de coopération au développement avec d’autres pays que ceux sélectionnés, quant bien même ceux-ci satisferaient aux critères énumérés à l’article 5, en imposant les thèmes sectoriels sur lesquels portera la coopération et les thèmes intersectoriels à prendre en considération, l’avant-projet de loi porte atteinte aux prérogatives et aux pouvoirs que la Constitution réserve au Roi en son article 167. En particulier, le pouvoir qui Lui revient de conclure, sous la seule responsabilité de Ses ministres, des traités liant le Royaume de Belgique dans l’ordre juridique international est, dans l’avant-projet de loi, contenu dans des limites fixées à l’avance par le Pouvoir législatif. Le principe de la séparation des pouvoirs est de la sorte méconnu, le rôle constitutionnel du Parlement se limitant en règle à donner ou à refuser de donner assentiment à des traités conclus par le Roi (hormis le cas des traités portant cession, échange ou adjonction de territoire), cet assentiment étant requis pour que le traité ait effet dans l’ordre juridique interne ⁵ ».

Une observation analogue vaut pour l’avant-projet de loi à l’examen, en tant que :

a) il prévoit la « concentration » des interventions de la coopération gouvernementale belge sur un maximum de dix-huit pays et un maximum de cinq organisations régionales déterminés à cette fin et sur divers thèmes sectoriels ⁶ ;

b) il limite à un maximum de vingt le nombre d’organisations internationales auxquelles la coopération belge au développement octroie des contributions volontaires ⁷ ;

c) il soumet les contributions dans les « pays post-conflit » à l’adoption d’une décision déterminant « dans quel pays et pour quelle durée on intervient » ⁸.

2. Dans l’observation I, 2, de l’avis 27.457/4, la section de législation a aussi constaté qu’un certain nombre de dispositions de l’avant-projet dont elle était saisie

⁴ *Note de bas de page 1 de l’avis cité* : Sur la nature des accords bilatéraux de coopération au développement, voir Ph. GAUTIER, La pratique belge relative aux accords bilatéraux de coopération au développement, *R.B.D.I.* 1986/1, pp. 234 à 272.

⁵ *Note de bas de page 2 de l’avis cité* : Ph. GAUTIER (*op. cit.*, pp. 261 et suivantes) observe que sous l’empire de l’article 68 de la Constitution, les conventions générales de coopération au développement n’étaient pas en pratique soumises à l’assentiment des Chambres au motif que d’après ce Gouvernement, elles ne liaient pas individuellement les Belges et ne grevaient pas l’État, le contrôle du Parlement s’exerçant, à l’égard des arrangements particuliers, lors du vote des crédits budgétaires correspondants.

⁶ Articles 16, 18 et 19 de l’avant-projet.

⁷ Article 23 de l’avant-projet.

⁸ Article 30, § 2, de l’avant-projet.

s'immisciaient dans l'organisation et le fonctionnement internes de l'exécutif, notamment en attribuant directement au ministre des pouvoirs qui reviennent normalement au Roi.

Une observation analogue vaut pour l'ensemble de l'avant-projet de loi à l'examen.

II. En outre, force est de constater que le texte soumis au Conseil d'État est conçu et rédigé en des termes qui manquent généralement du minimum de la clarté, de la précision et de la rigueur que requiert une loi.

Ainsi, de très nombreuses dispositions - en particulier celles qui figurent aux articles 3 à 15, 17, 20, 21, 29, § 2, 33 et 34 - sont libellées, non pas sous la forme de véritables règles de droit, mais plutôt comme de simples déclarations d'intention dont on ne décèle pas quelle est ou pourrait être la portée juridique exacte⁹.

Dans la même perspective, il convient d'observer que de multiples dispositions de l'avant-projet sont formulées en ce sens que des obligations sont imposées à « la coopération belge au développement », laquelle expression désigne, selon l'article 2, 1°, « la politique et les actions fédérales en matière de coopération au développement via des canaux gouvernementaux, multilatéraux et non-gouvernementaux et via les autres instruments, qui sont ou ont été comptabilisés comme de l'aide publique au développement (APD) par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ». Le texte de l'avant-projet étant formulé de la sorte, le Conseil d'État n'aperçoit pas de manière précise, pour chacune des dispositions qui imposent des obligations à « la coopération belge au développement », à qui incombe concrètement le respect de l'obligation dont il s'agit.

Le Conseil d'État observe également que l'avant-projet est particulièrement défectueux quant au régime juridique des interventions financières qu'il prévoit. Ainsi par exemple, il ressort de l'article 2, 6°, que le financement de la coopération non-gouvernementale se fait « sur la base d'un système réglementaire de subvention ou d'une convention »¹⁰, mais l'avant-projet ne dit mot des divers aspects du régime juridique applicable en la matière.

Il y a encore lieu de noter que plusieurs habilitations que l'avant-projet envisage de donner au Roi sont excessivement larges. Ainsi en va-t-il, en particulier, des habilitations que contiennent les articles 26, 27, 29, § 3, 30, § 1^{er}, 31 et 35.

⁹ De telles déclarations d'intention pourraient faire l'objet d'une résolution adoptée par les assemblées législatives.

¹⁰ Pour une critique de l'octroi de subventions par voie de convention, voir de nombreux avis de la section de législation du Conseil d'État, notamment l'avis 50.466/2 donné le 9 novembre 2011 sur l'avant-projet devenu le décret du 20 décembre 2011 'portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française' (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2011-2012, n° 272/1, pp. 80 et 81).

Enfin, il ne peut être perdu de vue que d'autres textes de nature législative règlent la coopération au développement. L'on pense, notamment, aux articles 47 à 55 de la loi-programme du 24 décembre 1993, à la loi du 7 février 1994 'pour évaluer la politique de coopération au développement en fonction du respect des droits de l'homme', à la loi du 21 décembre 1998 'portant création de la 'Coopération technique belge' sous la forme d'une société de droit public', à la loi du 3 novembre 2001 'relative à la création de la Société belge d'investissement pour les pays en développement et modifiant la loi du 21 décembre 1998 portant création de la 'Coopération technique belge' sous la forme d'une société de droit public', à la loi du 14 juin 2005 'relative au suivi de l'action gouvernementale en ce qui concerne les objectifs du millénaire pour le développement', à la loi du 19 janvier 2010 'abrogeant la loi du 9 février 1999 portant création du Fonds belge de survie et créant un Fonds belge pour la Sécurité alimentaire' et à la loi du 19 juin 2011 'exécutant et modifiant la loi précitée du 19 janvier 2010 abrogeant la loi du 9 février 1999 portant création du Fonds belge de survie et créant un Fonds belge pour la Sécurité alimentaire'. Plusieurs dispositions de ces lois - en particulier celles qui font référence à des dispositions déterminées de la loi précitée du 25 mai 1999 - doivent être adaptées pour tenir compte de la loi en projet. De manière plus générale, il convient d'examiner de manière systématique comment la loi en projet est appelée à se combiner avec les diverses dispositions législatives citées et, là où c'est nécessaire, d'adapter, soit celles-ci, soit la loi en projet, de manière à éviter toute contradiction ou incohérence et tout double emploi.

En conclusion, le texte en projet doit être fondamentalement revu.

Vu l'importance des observations qui ont été formulées, il ne sera pas examiné plus avant.

La chambre était composée de

Monsieur	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
Madame	M. BAGUET,	conseillers d'État,
Messieurs	S. BODART,	
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur B. JADOT, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.798/2/V
VAN 5 SEPTEMBER 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 23 juli 2012 door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagenverlengd tot 15 september 2012(*), van advies te dienen over een voorontwerp van wet “betreffende de Belgische ontwikkelingssamenwerking”, heeft het volgende advies gegeven:

(*) Bij e-mail van 26 juli 2012

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Het voorliggende voorontwerp van wet beoogt de vervanging van de wet van 25 mei 1999 ‘betreffende de Belgische internationale samenwerking’.

Het is in grote mate gebaseerd op een vorig voorontwerp van wet, waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 18 januari 2010 advies 47.545/4 heeft uitgebracht¹.

Mutatis mutandis worden in de volgende opmerkingen dan ook grotendeels tal van opmerkingen uit het voornoemde advies overgenomen.

I. Toen de afdeling Wetgeving van de Raad van State verzocht is om een advies te geven over het voorontwerp dat uiteindelijk geleid heeft tot de goedkeuring van de voornoemde wet van 25 mei 1999, heeft ze in haar advies 27.457/4, gegeven op 30 maart 1998, geoordeeld dat dit voorontwerp stuitte op ernstige grondwettelijke en budgettaire bezwaren²⁻³.

Tegen het voorliggende voorontwerp van wet kunnen meerdere soortgelijke bezwaren worden ingebracht:

1. In opmerking I, 1, van het voornoemde advies 27.457/4 heeft de afdeling Wetgeving het volgende gesteld:

¹ Advies 47.545/4, op 18 januari 2010 gegeven over een voorontwerp van wet ‘betreffende de Belgische ontwikkelingssamenwerking’ (*Parl.St.* Kamer 2009-10, nr. 2581/1, 41-46). Het wetsontwerp dat vervolgens is ingediend werd niet aangenomen aangezien de Kamers ondertussen waren ontbonden.

² *Parl.St.* Kamer 1998-99, nr. 1791/1, 31-36.

³ Zie in dezelfde zin advies 41.046/1/V, op 25 juli 2006 gegeven over een voorontwerp dat op 22 juni 2007 ontstaan heeft gegeven aan het ‘kaderdecreet inzake ontwikkelingssamenwerking’ (*Parl.St.* VI. Parl 2006-07, nr. 1033/1, 27-33).

“De akkoorden inzake ontwikkelingssamenwerking behoren tot de categorie van de samenwerkingsakkoorden, die kunnen worden aangemerkt als echte internationale verdragen. Ze vertonen er immers de kenmerken van : enerzijds laten de vormvereisten waaraan voldaan moet zijn geen twijfel bestaan over de wil van de stellers ervan om ze te beschouwen als internationale verdragen; anderzijds is de inhoud ervan bindend - door te pogen samen te werken, gaan de partijen een “gedragsverplichting” aan - en bepaalbaar, waarbij het bepalen van de inhoud ervan in ruime mate afhangt van het aangaan van bijzondere schikkingen die de algemene samenwerkingsovereenkomst aanvullen en ze ten uitvoer brengen⁴.”

In het voorontwerp van wet wordt afbreuk gedaan aan de prerogatieven en bevoegdheden die krachtens artikel 167 van de Grondwet aan de Koning voorbehouden zijn, doordat het voorontwerp uitsluit dat akkoorden inzake ontwikkelingssamenwerking gesloten worden met andere landen dan die welke geselecteerd zijn, ook al zouden die andere landen voldoen aan de in artikel 5 opgesomde criteria, door het opleggen van de sectorale thema's waarop de samenwerking betrekking heeft en van de in aanmerking te nemen sectoroverschrijdende thema's. In het voorontwerp van wet wordt binnen vooraf door de wetgevende macht vastgestelde grenzen de bevoegdheid afgebakend die inzonderheid aan de Koning toekomt om, onder de exclusieve verantwoordelijkheid van Zijn ministers, verdragen te sluiten die het Koninkrijk België in de internationale rechtsorde verbinden. Het beginsel van de scheiding der machten wordt zodoende geschonden, doordat de grondwettelijke rol van het Parlement in de regel beperkt is tot het instemmen of tot het weigeren in te stemmen met verdragen gesloten door de Koning (behoudens de gevallen van verdragen houdende overdracht, ruil of toevoeging van grondgebied), welke instemming vereist is opdat het verdrag uitwerking kan hebben in de internationale rechtsorde⁵”.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het voorliggende voorontwerp van wet, in zoverre:

a) het bepaalt dat de Belgische gouvernementele samenwerking haar optreden “concentreert” op maximum achttien landen en maximum vijf regionale organisaties die met dat doel worden aangewezen, en op verschillende thema's die tot een bepaalde sector behoren⁶;

⁴ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Over de aard van de bilaterale akkoorden inzake ontwikkelingssamenwerking, zie Ph. GAUTIER, La pratique belge relative aux accords bilatéraux de coopération au développement, R.B.D.I., 1986/1, blz. 234 tot 272.

⁵ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Ph. GAUTIER (op. cit, blz. 261 en volgende) merkt op dat onder de gelding van artikel 68 van de Grondwet, de algemene overeenkomsten inzake ontwikkelingssamenwerking in de praktijk niet ter instemming aan de Kamers werden voorgelegd omdat ze naar de mening van de Regering de Belgen niet individueel verbonden en de Staat niet bezwaarden; de controle door het Parlement op de bijzondere schikkingen werd uitgeoefend bij de stemming over de overeenstemmende begrotingskredieten. Sindsdien geldt dit niet meer, nu alle verdragen ter instemming moeten worden voorgelegd aan de Kamers, willen ze uitwerking hebben in de interne rechtsorde.

⁶ Artikelen 16, 18 en 19 van het voorontwerp.

b) het aantal internationale organisaties waaraan de Belgische ontwikkelingssamenwerking vrijwillige bijdragen geeft, beperkt tot een maximum van twintig⁷;

c) het de bijdragen in “post-conflictlanden” koppelt aan een beslissing waarmee bepaald wordt “in welk land en voor welke duur (...) wordt tussengekomen”⁸.

2. In opmerking I, 2, van advies 27.457/4 heeft de afdeling Wetgeving ook vastgesteld dat een aantal bepalingen van het voorontwerp waarover ze advies moest uitbrengen een inmenging betekenden in de interne organisatie en werking van de uitvoerende macht, onder meer doordat rechtstreeks aan de minister bevoegdheden verleend werden die normaal toekomen aan de Koning.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het gehele voorliggende voorontwerp van wet.

II. Voorts valt op te merken dat de tekst die aan de Raad van State is voorgelegd, geconcipteerd en gesteld is in bewoordingen die over het algemeen geen minimum aan helderheid, nauwkeurigheid en consequentie bieden zoals een wet die vereist.

Aldus zijn talrijke bepalingen - in het bijzonder die welke vervat zijn in de artikelen 3 tot 15, 17, 20, 21, 29, § 2, 33 en 34 - niet gesteld als echte rechtsregels, maar eerder als loutere intentieverklaringen, waaruit niet kan worden afgeleid wat de exacte juridische draagwijdte ervan is of zou kunnen zijn.⁹

In diezelfde gedachtegang moet worden opgemerkt dat heel wat bepalingen van het voorontwerp zodanig zijn gesteld dat ze verplichtingen opleggen aan de “Belgische ontwikkelingssamenwerking”, welke term volgens artikel 2, 1°, betrekking heeft op “het federale beleid en de federale acties inzake ontwikkelingssamenwerking via gouvernementele, multilaterale en niet-gouvernementele kanalen en via de andere instrumenten die door het Comité voor Ontwikkelingshulp (DAC) van de organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO) aangerekend worden of werden als officiële ontwikkelingshulp”. Uit de aldus gestelde tekst van het voorontwerp kan de Raad van State voor elke bepaling die verplichtingen oplegt aan de “Belgische ontwikkelingssamenwerking” niet duidelijk opmaken wie concreet de betreffende verplichting moet naleven.

De Raad van State merkt ook op dat het voorontwerp bijzonder gebrekkig is wat betreft het juridische stelsel van de financiële tegemoetkomingen waarin het voorziet. Zo

⁷ Artikel 23 van het voorontwerp.

⁸ Artikel 30, § 2, van het voorontwerp.

⁹ Dergelijke intentieverklaringen zouden kunnen worden opgenomen in een resolutie die door de wetgevende vergaderingen wordt aangenomen.

bijvoorbeeld blijkt uit artikel 2, 6°, dat de financiering van de niet-gouvernementele samenwerking geschiedt “op basis van een reglementair stelsel van subsidiëring of op basis van een overeenkomst”¹⁰, terwijl in het voorontwerp niets wordt gezegd over de ter zake geldende verschillende aspecten van het juridische stelsel.

Voorts behoort erop gewezen te worden dat verscheidene machtigingen die het voorontwerp aan de Koning beoogt te geven, veel te ruim zijn. Dat geldt meer in het bijzonder voor de machtigingen in de artikelen 26, 27, 29, § 3, 30, § 1, 31 en 35.

Tot slot mag niet uit het oog verloren worden dat andere teksten van wetgevende aard de ontwikkelingssamenwerking regelen. Men denke inzonderheid aan de artikelen 47 tot 55 van de programmawet van 24 december 1993, de wet van 7 februari 1994 ‘om het beleid van ontwikkelingssamenwerking te toetsen aan de eerbied voor de rechten van de mens’, de wet van 21 december 1998 ‘tot oprichting van de “Belgische Technische Coöperatie” in de vorm van een vennootschap van publiek recht’, de wet van 3 november 2001 ‘tot oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden en tot wijziging van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de “Belgische Technische Coöperatie” in de vorm van een vennootschap van publiek recht’, de wet van 14 juni 2005 ‘betreffende de follow-up van het optreden van de regering op het stuk van de Millenniumdoelstellingen inzake ontwikkeling’, de wet van 19 januari 2010 ‘tot opheffing van de wet van 9 februari 1999 tot oprichting van het Belgisch Overlevingsfonds en tot oprichting van een Belgisch Fonds voor de Voedselzekerheid’, en de wet van 19 juni 2011 ‘houdende uitvoering en wijziging van de wet van 19 januari 2010 tot opheffing van de wet van 9 februari 1999 tot oprichting van het Belgisch Overlevingsfonds en tot oprichting van een Belgisch Fonds voor Voedselzekerheid’. Verschillende bepalingen van die wetten - inzonderheid die waarin verwezen wordt naar welbepaalde bepalingen van de voornoemde wet van 25 mei 1999 - moeten worden aangepast teneinde rekening te houden met de ontworpen wet. Meer in het algemeen behoort systematisch te worden onderzocht hoe de ontworpen wet in onderling verband gelezen moet worden met de onderscheiden aangehaalde wetsbepalingen en moeten daar waar nodig, ofwel die wetsbepalingen, ofwel de ontworpen wet worden aangepast, teneinde elke mogelijke tegenstrijdigheid, incoherentie of overlapping te vermijden.

De slotsom is dan ook dat de ontworpen tekst grondig herzien moet worden.

¹⁰ Voor een kritische beschouwing over de toekenning van subsidies door middel van overeenkomsten, zie meerdere adviezen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, onder meer advies 50.466/2, op 9 november 2011 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 20 december 2011 ‘houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap’ (*Parl.St. Parl.Comm.fr.*, 2011-12, nr. 272/1, 80-81).

Gelet op het belang van de geformuleerde opmerkingen wordt tekst niet nader onderzocht.

De kamer was samengesteld uit

de Heer	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
Mevrouw	M. BAGUET,	staatsraden,
de Heren	S. BODART,	
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevrouw M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

P. LIÉNARDY